



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 10 – 24 mai au 13 juin 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement publie les résultats d'une étude visant à renforcer la compétitivité « *tech* » du Royaume-Uni

Economie numérique et régulation

- L'autorité de la concurrence britannique lance une enquête sur les pratiques anti-concurrentielles de *Facebook*
- De nombreuses entreprises de crypto-monnaies ne respectent pas la réglementation financière britannique
- Le Royaume-Uni et les Etats-Unis souhaitent lancer un nouveau partenariat dans les sciences et technologies

Brexit

- Le Royaume-Uni devrait être finalement inclus au programme *Horizon Europe* sur les projets quantiques et spatiaux
- Le dernier accord commercial du Royaume-Uni inclus des dispositions sur le commerce numérique et les télécommunications
- Rapport : [Taking back control of regulation, Institute for Government, Mai 2021](#)

Télécommunications et réseaux

- 37 % des foyers ont accès au réseau *gigabit* en janvier 2021 au Royaume-Uni
- Le fondateur d'*Altice* devient le premier actionnaire du leader des télécoms britannique *BT*

Données et intelligence artificielle

- La Cour européenne des droits de l'homme a jugé illégale certaines méthodes de collecte de données pratiquées par les services de renseignement britanniques
- Le partage des données personnelles des patients du NHS a été reporté en septembre

Cyber-sécurité

- Le gouvernement met en place un groupe de conseillers spéciaux dédié à la sécurité des chercheurs

Nouvelles technologies

- Le gouvernement britannique s'associe à *IBM* pour ouvrir un centre sur l'intelligence artificielle et le quantique

Ecosystème tech

- La *safety tech* est l'un des secteurs technologiques britanniques les plus dynamiques en 2020

Fait marquant : Le gouvernement publie les résultats d'une étude visant à renforcer la compétitivité « tech » du Royaume-Uni

La *Tech Competitiveness Study* a été lancée en juin 2019 lors de la *London Tech Week*, afin d'examiner les pistes pour consolider la position du Royaume-Uni en tant que « destination leader pour créer, gérer et développer une entreprise numérique ». Cette étude, rédigée à l'issue d'entretiens avec diverses parties prenantes (start-ups, investisseurs, etc.) par un panel d'experts indépendants sélectionnés parmi des leaders de la tech britannique, constitue la base de travail pour la *R&D Roadmap* et la nouvelle *Digital Strategy*, qui devraient être publiées cette année par le gouvernement. Les résultats ont été [publiés](#) le 27 mai et contiennent une liste de 10 recommandations :

- 1) Comblent le déficit en compétences numériques, en s'appuyant d'une part sur le nouveau [National Skills Fund](#) et l'apprentissage pour l'*upskilling* de la main d'œuvre, et d'autre part, sur la généralisation de cours numériques à l'école et d'entrepreneuriat à l'université.
- 2) Dynamiser les écosystèmes tech régionaux, en ouvrant de nouveaux programmes tels qu'un nouveau système de subventions pour accroître l'impact des incubateurs et accélérateurs en dehors de Londres.
- 3) Promouvoir une utilisation éthique des données et de l'intelligence artificielle, par le renforcement des coopérations internationales (notamment au sein de l'OCDE) et le développement de cadres de gouvernance.
- 4) Déterminer une direction claire pour la tech émergente, et notamment pour la future agence d'innovation de rupture *ARIA*, et renforcer l'expertise en matière d'IA (par des investissements dans l'*Alan Turing Institute*) et de commercialisation de la propriété intellectuelle.
- 5) Renforcer la communication sur les dispositifs d'attractivité pour les entrepreneurs et les start-ups.

- 6) Etendre le soutien à la transformation numérique.
- 7) Renforcer la commercialisation de l'innovation, par l'élargissement de certains programmes de l'agence d'innovation *Innovate UK*.
- 8) Comblent le déficit d'accès au financement, notamment *early stage* (par exemple : allègements d'impôt pour les entreprises investissant dans des sociétés en pré-amorçage).
- 9) Renforcer l'expertise gouvernementale en matière de tech, en créant un *UK Tech Competitiveness Council*.
- 10) Soutenir la diversité dans la tech.

Economie numérique et régulation

1 L'autorité de la concurrence britannique lance une enquête sur les pratiques anti-concurrentielles de *Facebook*

La *Competition and Markets Authority (CMA)* a [ouvert](#) le 3 juin une [enquête](#) sur le potentiel abus de position dominante de *Facebook* sur les marchés des réseaux sociaux et de la publicité en ligne, à travers sa collecte et son utilisation de données publicitaires et d'identification. Le régulateur cherchera à déterminer si le géant américain a utilisé ces données illégalement au profit de ses propres services, en particulier *Facebook Marketplace* – plate-forme de petites annonces pour utilisateurs et entreprises – et *Facebook Dating* – service de rencontre, et s'il a donc profité d'un avantage concurrentiel déloyal. L'ouverture de l'enquête de la *CMA* coïncide avec celle de la Commission européenne sur l'utilisation des données par *Facebook*, et les deux régulateurs ont indiqué vouloir collaborer étroitement sur leurs enquêtes. Pour la *CMA*, c'est la troisième ouverture d'une enquête sur les pratiques d'un géant américain lancée en 2021, après [Google](#) en janvier et [Apple](#) en mars.

2 De nombreuses entreprises de crypto-monnaies ne respectent pas la réglementation financière britannique

La *Financial Conduct Authority (FCA)*, l'autorité britannique des marchés financiers, a indiqué le 3 juin dans un [communiqué](#) qu'un nombre « significativement élevé » d'entreprises de crypto-monnaies ne respectaient pas les standards en matière de lutte contre le blanchissement d'argent et de financement du terrorisme, conduisant un grand nombre d'entre elles à retirer leur demande d'agrément. Elle a donc décidé de repousser la date de fin du régime d'enregistrement temporaire (*Temporary Registrations Regime*) – permettant aux entreprises de crypto-monnaies existantes ayant déposé une demande d'agrément avant décembre 2020 de continuer d'opérer – du 9 juillet 2021 au 31 mars 2022. Cette extension permettra aux entreprises de continuer leur activité, tout en laissant le temps à la *FCA* de mener son évaluation, y compris de leurs processus d'identification et de prévention des activités criminelles.

3 Le Royaume-Uni et les Etats-Unis souhaitent lancer un nouveau partenariat dans les sciences et technologies

A l'issue de la rencontre des deux chefs d'Etats en amont du sommet du G7 en Cornouailles, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se sont [accordés](#) le 10 juin sur le renforcement de leur collaboration en matière de sciences et technologies, à travers la conclusion d'un nouveau partenariat dans le courant de l'année 2022, qui s'inscrit dans la continuité de la signature d'une [nouvelle Charte de l'Atlantique](#). Les deux parties souhaitent renforcer leur coopération dans des technologies clés tels que le quantique, les batteries ou l'intelligence artificielle. Le partenariat aura également pour objectif de renforcer les flux de données entre les deux pays à des fins économiques et de recherche, de travailler à la sécurité des chaînes de valeur critiques et de proposer des pistes de travaux sur les technologies futures telles que la 6G.

Brexitec

1 Le Royaume-Uni devrait être finalement inclus au programme Horizon Europe sur les projets quantiques et spatiaux

Selon un [article](#) du *Guardian*, la Commission européenne aurait renoncé à exclure les Etats-tiers des projets ayant trait au spatial ou aux ordinateurs quantiques, dans le cadre du programme de recherche et développement de l'Union européenne *Horizon Europe*. Le Royaume-Uni, en tant qu'Etat-tiers contribuant à et bénéficiant du budget de 95,5 Md€ de l'UE sur 7 ans, pourrait donc participer aux projets de recherche qualifiés de « sensibles » sous certaines conditions, dans une approche « au cas par cas », et son exclusion devra être votée à l'unanimité. Dans le projet initial de la Commission, la coopération avec les Etats-tiers impliqués dans Horizon Europe était exclue pour certains secteurs, afin de « protéger sa base de recherche dans des domaines en plein essor ».

2 Le dernier accord commercial du Royaume-Uni inclus des dispositions sur le commerce numérique et les télécommunications

L'accord de libre-échange entre le Royaume-Uni, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, [annoncé](#) le 4 juin, inclut un chapitre dédié au commerce numérique, qui prévoit l'utilisation par les Etats-signataires de documents, contrats et signatures électroniques pour les formalités douanières. Il prévoit également – pour la première fois dans un accord de libre-échange – des dispositions sur le plafonnement des frais d'itinérance internationale (*roaming*) facturés par les opérateurs de téléphonie mobile.

3 [Rapport : Taking back control of regulation, Institute for Government, Mai 2021](#)

Dans son rapport, explorant les pistes de divergence du Royaume-Uni vis-à-vis du cadre réglementaire européen, l'*Institute for Government* liste les domaines dans lesquels le gouvernement souhaite tirer bénéfice du Brexit et constituer ou renforcer ses avantages

comparatifs. Parmi eux, les nouvelles technologies sont souvent présentées comme des domaines pour lesquels le gouvernement souhaite faire usage de sa nouvelle autonomie réglementaire, ce qui se traduit entre autres par :

- La création, en 2020, d'un *Regulatory Horizons Council* au sein du *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* afin de conseiller le gouvernement sur la réglementation des technologies émergentes ;
- La publication, en mars 2021, de la *Kalifa Review*, afin de renforcer la place britannique comme un hub pour les *fintech* ;
- La régulation de certains secteurs émergents avant l'Union européenne, afin de profiter des bénéfices du « *first mover* », comme dans le domaine des véhicules autonomes (possible autorisation de dispositifs de conduite autonome) ou volants (création d'un *innovation hub* au sein de la *Civil Aviation Authority*).

📡 Télécommunications et réseaux

1 37 % des foyers ont accès au réseau *gigabit* en janvier 2021 au Royaume-Uni

Selon les dernières [données](#) de l'*Ofcom* (régulateur des télécommunications britannique), 37 % des foyers au Royaume-Uni avaient accès en janvier 2021 à du réseau haut débit « *gigabit* », c'est-à-dire offrant une vitesse de téléchargement de 1 GB/minute, contre 27 % en septembre 2020. Le déploiement du réseau est particulièrement avancé dans les grandes villes telles que Londres, Edinbourg ou Birmingham, ainsi qu'en Irlande du Nord. Selon l'*Ofcom*, cette augmentation de 10 points est en grande partie due à la remise en niveau par *Virgin Media* de son réseau, qui dessert désormais 2,8 M foyers supplémentaires. L'objectif gouvernemental est d'atteindre une couverture d'au moins 85 % des foyers d'ici 2025.

2 Le fondateur d'*Altice* devient le premier actionnaire du leader des télécoms britannique *BT*

Patrick Drahi, fondateur du groupe *Altice*, a annoncé le 10 juin le rachat de 1,2 Md d'actions de l'opérateur historique *BT*, pour un montant estimé à 2,4 Md€, devenant ainsi le premier actionnaire avec 12,1 % du capital (à parité avec *Deutsche Telekom* et devant *BlackRock*). La société *Altice UK*, détenue à 100 % par P. Drahi et créé dans le but de détenir ces actions, a informé le conseil d'administration de *BT* qu'elle n'avait pas l'intention de faire une offre publique d'achat dans les 6 prochains mois. *Altice* a indiqué que l'une de ses priorités sera le déploiement du réseau de fibre optique, qui est également « l'un des objectifs politiques les plus importants du gouvernement britannique ». Actuellement, seulement 15,1 % de la population britannique a accès à la fibre, contre une moyenne de 39,4 % en UE 28, selon le [FTTH Council Europe](#).

Données et intelligence artificielle

1 La Cour européenne des droits de l'homme a jugé illégale certaines méthodes de collecte de données pratiquée par les services de renseignement britanniques

Dans un [jugement](#) en grande chambre le 25 mai, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a estimé que les pratiques du GCHQ (services de renseignement électroniques britanniques) en matière d'interception et collecte de masse de données et d'obtention des données de communications des opérateurs violaient l'article 8 de la Convention ayant trait au respect de la vie privée et l'article 10 sur la liberté d'expression. Si le régime juridique visé n'est plus en vigueur, il a été remplacé par l'*Investigatory Powers Act* (IPA) en 2016, que la Cour de justice de l'union européenne avait jugé en octobre 2020 contraire au RGPD. Les associations de défense de la vie privée à l'origine de la saisine estiment que ce dernier jugement de la CEDH permettra de porter devant elle la question de la conformité de l'IPA à la Convention.

2 Le partage des données personnelles des patients du NHS a été reporté en septembre

L'entrée en vigueur du projet d'ouverture des données personnelles des patients du *National Health System* (NHS) anglais a été reportée du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre 2021, à la suite de critiques émanant notamment de membres du [Labour](#) et de la société civile, comme la [British Medical Association](#). Le [General Practice Data for Planning and Research](#) est un projet du NHS Digital (département chargé de la transformation digitale du NHS, système de santé publique), visant à collecter dans une base de données centrale les informations médicales des patients inscrits chez un médecin, telles que les traitements en cours, l'ethnicité ou l'orientation sexuelle, afin de mener « des analyses permettant d'améliorer les services de soins et de santé ». Si ces données excluent des détails d'indentifications comme les noms et adresses mails et ne pourront pas être utilisées pour des usages commerciaux, des entreprises privées pourront y avoir accès à des fins de recherche. Ce report de deux mois permettra, selon le gouvernement, de renforcer la sécurisation de la base de données. Pour les associations de défense des patients, c'est également un délai nécessaire afin de communiquer auprès du public sur ce programme, et notamment sur la date limite du droit de retrait (qui avait été initialement fixée au 23 juin, soit un délai insuffisant, selon elles, pour permettre à l'ensemble des patients de faire un choix éclairé).

Cyber-sécurité

1 Le gouvernement met en place un groupe de conseillers spéciaux dédié à la sécurité des chercheurs

Une nouvelle équipe (*Research Collaboration Advice Team*) a été [créée](#) fin mai au sein du *Department for Business, Energy and Industrial Strategy (BEIS)* afin d'aider les chercheurs britanniques à protéger leurs travaux contre les acteurs hostiles. L'équipe promouvra des lignes directrices sur des sujets tels que la cyber-sécurité et la protection de la propriété intellectuelle afin de mieux assurer la sécurité de la recherche britannique dans le cadre de partenariats internationaux, et d'éviter des activités nuisibles telles que le vol de données. L'équipe répondra aux demandes d'universités britanniques ayant identifié des risques potentiels, et approchera également de manière proactive les institutions de recherches. Cette initiative s'inscrit dans une série de mesures du gouvernement britannique visant à renforcer la sécurité nationale, à l'instar du *National security and investment act* – instaurant un nouveau mécanisme de filtrage des investissements étrangers - ayant reçu le sceau royal fin avril. Elle s'inscrit également dans un contexte d'augmentation rapide des projets de recherche en partenariat avec la Chine, comme l'a souligné une [étude](#) publiée en mars 2021 par *King's College London* (de 750 en 2000 à plus de 16 000 en 2019).

📍 Nouvelles technologies

1 Le gouvernement britannique s'associe à IBM pour ouvrir un centre sur l'intelligence artificielle et le quantique

Le gouvernement a [annoncé](#) le 4 juin l'ouverture d'un nouveau centre (*Hartree National Centre for Digital Innovation*) dans la région de Liverpool, dédié à la recherche en intelligence artificielle et en informatique quantique. Financé à hauteur de 210 M£ sur cinq ans par le [UK Research and Innovation](#) (UKRI) et de 38 M£ par *IBM*, il travaillera sur des cas d'usages de ces technologies de pointe dans l'industrie et le secteur public, tels que l'optimisation des chaînes logistiques ou la gestion du réseau électrique. Le centre dépendra du [laboratoire de Daresbury](#) (spécialisé notamment dans l'informatique scientifique), et 60 postes supplémentaires dédiés de scientifiques seront ouverts.

📍 Ecosystème tech

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Alice Woda, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr

1 La *safety tech* est l'un des secteurs technologiques britanniques les plus dynamiques en 2020

Selon un [rapport](#) publié fin mai 2021 par le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* (DCMS), le secteur des *safety tech* (produits et services offrant une expérience en ligne plus sûre, tels que les outils de modération) a fortement augmenté en 2020, dans un contexte pandémique ayant accéléré la transition digitale. Par rapport à 2019, le nombre d'entreprises a augmenté de 43 % (atteignant 100 entités), leurs revenus ont crû de 39 % (atteignant 314 M£), et leurs emplois de 29 % (créant 500 équivalent temps-plein). Le secteur est particulièrement ouvert à l'international : les entreprises britanniques détiennent environ un quart de parts du marché mondial, et plus de la moitié ont une présence à l'étranger. Le développement des technologies de sécurité est l'une des priorités du gouvernement, qui souhaite s'appuyer sur elles pour mieux encadrer les contenus préjudiciables en ligne. Ces derniers font l'objet de législation récente, à l'instar de la publication en mai de l'*Online Safety Bill*, qui instaure un « devoir de diligence » aux grandes plate-formes en ligne. Par ailleurs, le DCMS a publié un autre rapport ([Safety Tech in the UK: skills and capabilities](#)), qui explore les besoins du secteur. Ses recommandations feront l'objet d'une table ronde dans le courant du mois de juin, visant à élaborer un plan d'action pour améliorer l'accès aux talents, aux compétences (notamment en technologies de sécurité et de confidentialité des données) et aux clients.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 14 mai et le 13 juin 2021 :

- [UrbanJungle](#), *InsurTech* (assurance habitation pour jeunes) : [Série A, 8 M£](#)
- [Antidote.me](#), *HealthTech* (technologie d'amélioration de la recherche médicale) : [Venture Round, 23 M\\$](#)
- [HealthyHealth](#), *InsurTech* (calcul du risque de diagnostic de pathologies) : [Série A, 10 M\\$](#)
- [Circulor](#), *Blockchain* (traçabilité environnementale des chaînes d'approvisionnement) : [Série A, 14 M\\$](#)
- [42Crunch](#), *Cyber* (plate-forme d'API sécurisées) : [Série A, 17 M\\$](#)
- [Lick Home](#), *Retail* (marque de maison en ligne) : [Série A, 22 M\\$](#)
- [eStoreMedia](#), *E-commerce* (accélération des ventes en ligne pour marques du Fortune 500) : [Série A, 30 M\\$](#)
- [Faculty](#), *AI* (formation à l'adoption d'outils d'IA) : [Série A, 30 M£](#)
- [Divido](#), *FinTech* (*Buy Now Pay later*) : [Série B, 30 M\\$](#)
- [Paysend](#), *FinTech* (plate-forme de transferts d'argent de carte à carte) : [Série B, 125 M\\$](#)
- [ComplyAdvantage](#), *FinTech* (technologie de détection des risques de criminalité financière) : [Série C, 20 M\\$](#)
- [Tessian](#), *Cyber* (protection contre les cyber-menaces dues aux erreurs humaines) : [Série C, 65 M\\$](#)
- [Fresha](#), *E-commerce* (site de réservation dédié à la beauté et au bien-être) : [Série C, 100 M\\$](#)
- [Bought By Many](#), *InsureTech* (fournisseur d'assurance pour animaux de compagnie) : [Série D, 350 M\\$](#)
- [Curve](#), *FinTech* (agrégation de cartes et comptes bancaires) : [Equity Crowdfunding, 10 M£](#)
- [Iksuda Therapeutics](#), *BioTech* (développement de biothérapeutique) : [Venture Round, 47 M\\$](#)
- [Fnatic](#), *E-sport* (divertissement sportif en ligne) : [Venture Round, 17 M£](#)
- [Cushon](#), *FinTech*, (produits d'épargne neutre en carbone) : [Venture Round, 26 M£](#)
- [Constellation Automotive Group](#), *E-commerce* (propriétaire de *Cinch*, plate-forme de ventes de voitures d'occasion) : [Private Equity Round, 1 Md£](#)